

Reflexion Européenne

La préoccupation quant aux résultats du referendum français du 29 mai a bien sa raison d'être. Parce que la France n'est pas un pays quelconque de l'Union. C'est un de ses membres fondateurs, appartenant au tandem Allemagne/France qui est depuis longtemps le pilier irremplaçable de la construction européenne, l'utopie la plus originelle et promettant du XXIème siècle.

Or, ne sont pas seulement les résultats des sondages – parmi lesquels il y a encore beaucoup d'hésitants – qu'angoissent l'opinion européenne. C'est aussi la circonstance d'une certaine opinion négative, contre la Constitution, continuer de se répandre en Europe. L'exemple de la Hollande est paradigmatique. Dans ce pays du Benelux, fondateur de la CEE, avec une culture communautaire enracinée, le *non* est aussi en croissance dans les pronostics des résultats du referendum, fixé pour le premier juin.

D'autre coté, la défaite du SPD – et de Gerard Schroëder – au *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie, avec toute l'incertitude que ce fait provoque relativement à la coalition rouge vert et l'anticipation des élections législatives pour le prochain automne, n'auront pas un effet positif, il me semble, sur les partisans du *oui* français. Par ailleurs, la présidence britannique, qui commencera le premier juillet, n'ira pas faciliter, sûrement, le rencontre d'une sortie pour l'imbroglio au cas du *non* être le vainqueur en France.

Je crois, néanmoins, au traditionnel bon sens du Peuple français, capable de provoquer une volte-face de dernière heure dans les intentions de l'électorat. Les choses sont ce qu'elles sont. Le *non* représente une coalition négative de contraires, de l'extrême droite (Le Pen) aux « souverainistes » et du mécontentement des français, contre le gouvernement Raffarin, à ceux qui se servent du *non* au referendum avec le seul but d'obtenir résultats de politique intérieure, à l'extrême gauche communiste, trotskiste et altéro-mondialiste ...

Ce qui me surprend le plus dans les positions de la gauche partisane du *non* c'est ne pas comprendre ce qu'elle attend obtenir avec ce vote purement négatif. Est-ce qu'elle attend, avec ça, faire avancer les politiques sociales, sans doute moins explicitées dans le Traité Constitutionnel que la « sacralisation » du marché ? Mais ... étant donné le rapport de forces du monde actuel, ne comprend-elle pas que créer une impasse dans la construction européenne c'est faire le jeu de l'hégémonisme de Bush et des pressions néolibérales qui soufflent de l'autre coté de l'Atlantique ?

L'expérience historique – tragique – qui nous a laissé le XXème siècle ne nous apprend pas que la politique du « le pis, le mieux » est un boomerang qui profite seulement au conservantisme et à la droite la plus extrême ? La victoire du *non* en France n'ira t'elle pas déclencher des réactions en chaîne dans toute l'Europe, divisant et affaiblissant la gauche réformiste et renforçant la droite ?

Nous savons tous qu'il n'y a pas des Constitutions parfaites et que celle qui nous est proposée n'est pas une exception à la règle. Mais elle représente, incontestablement, un pas en avant important dans la construction européenne. C'est pour cela que moi-même, portugais, vieux militant socialiste et européeniste convict, depuis toujours, n'aurai pas de doutes en voter oui au referendum qui se tiendra au Portugal, le prochain octobre. Referendum qui, d'ailleurs, ne nous posera des problèmes – nous savons ce que nous devons à l'Europe – à moins qu'il y ait, jusqu'à ce moment-là, un grand changement de la conjoncture européenne, ce que j'espère n'ira pas survenir.

Quelles sont les raisons qui me font voter oui ? Je les énoncerais, schématiquement, pour en finir ce bref article :

1^{ère}. Affirmation des valeurs essentielles du « modèle européen » exprimé dans la Constitution. Pas seulement la Déclaration des Droits Fondamentales, qui fait partie intégrante de la Constitution – droits qui de ce fait-là deviennent obligatoires – mais aussi l'affirmation de la « citoyenneté européenne » et des valeurs essentielles de la solidarité, de la justice sociale, de la paix, du respect par les équilibres environnementales et par le Droit International ;

2^{ème}. La déclaration de l'égalité de tous les États membres, indépendamment de son expression démographique et puissance économique ;

3^{ème}. La conception d'une Union Politique et Sociale et non pas seulement d'une Union Économique, avec des règlements financiers et fiscaux communs ;

4^{ème}. L'affirmation d'une Europe comme puissance mondiale, avec une politique extérieure et de défense commune, ouverte, dans ce sens là, aux avances volontaires des États qui désiraient le faire, selon le principe des « coopérations renforcées ».

L'Union Européenne exerce un pouvoir d'attraction extraordinaire sur le reste du Monde. De l'Ukraine à la Turquie, de la Georgie au Cap Vert, sont plusieurs les pays qui ont montré la volonté de devenir membres de l'Union – ou associés, s'ils ne peuvent pas être membres. C'est une référence, suivie dans tous les Continents. Un pôle de développement, sans parallèle, dans les domaines économique, scientifique, technologique, avec une monnaie unique – l'Euro – la plus forte du monde, mais aussi dans les domaines de la justice sociale, de la solidarité, de la coopération avec les pays plus pauvres, des préoccupations environnementales et de la lutte contre la criminalité internationale.

Il serait lamentable que ce projet de paix et de bien être si originel et si fécond pouvait être éventuellement mis en cause, par rapport à son futur, par effet de la volonté de ceux qui auront contribué le plus pour l'affirmer : les Français, précisément.

Mário Soares

Lisbonne, le 26 mai 2005